

l'autre jour, au sujet de la réduction des fonds affectés à la recherche, je m'inquiétais parce que la recherche est à la base de la médecine préventive. C'est en 1921 que le Canada a vraiment débuté dans la recherche médicale, lorsque Banting et Best, Collip et MacLeod ont découvert l'insuline à l'Université de Toronto. Des milliers de diabétiques, voués à une mort prématurée, peuvent maintenant vivre une vie bien remplie et jouer le rôle qui leur revient dans la société. L'un de ces hommes était un spécialiste renommé de Toronto, qui a largement contribué au traitement du diabète.

Collip a ensuite découvert les hormones de la glande parathyroïde, du placenta et de l'hypophyse. Minot et Murphy, qui travaillaient à la même époque à l'Université de Chicago, ont découvert que de l'extrait de foie pouvait guérir l'anémie pernicieuse, que les personnes atteintes de cette maladie pouvaient vivre et reprendre leur travail. Vint ensuite la découverte des sulfamides et des antibiotiques, à la suite d'efforts et d'études ardues. Des millions de gens vivent de nos jours grâce à ces découvertes et l'économie de notre pays en a été raffermie. Avant l'avènement de la médecine préventive, fondée sur la recherche dans un domaine ou dans l'autre, la mort était due la plupart du temps à des maladies infectieuses, entre la naissance et l'âge de 45 ans. La médecine préventive a si bien réussi que la cause des décès dans ce groupe d'âge est, la plupart du temps, accidentelle.

C'est assez agaçant d'apprendre que les fonds affectés à la recherche seront réduits de 15 à 5 p. 100. A 10 p. 100 encore, nous aurions pu sauver la face, mais la chose est bien difficile quand on songe aux autres dépenses du gouvernement, pour Information Canada par exemple, que les media pourraient facilement remplacer. Si j'insiste sur ce point, c'est que les Canadiens ne se rendent pas assez compte de la nécessité et de la valeur de nos recherches. Autrement, le gouvernement n'aurait pas osé réduire les fonds affectés à des recherches aussi importantes. Je ne puis m'empêcher de songer ici aux sociétés du cancer des petites villes, des villages et des grandes villes de tout le Canada, réunissant près d'un quart de tous les fonds qui servent à la recherche, et à leur cri d'alarme pour mettre les gens en garde contre cette redoutable maladie. Nous avons tous contracté une grande dette de reconnaissance envers ces sociétés. Il nous faudra malheureusement opposer un refus désormais, à cause du manque de fonds, aux gens qualifiés qui voudront se consacrer à la recherche.

Environ un cinquième de tous les décès au Canada de nos jours est attribuable au cancer et pourtant nous hésitons, alors que nous sommes presque sur le point de réussir, et les décès dus au cancer se produisent indistinctement depuis le bas âge jusqu'à la vieillesse. Les États-Unis ont considéré que cette maladie et ses forces destructrices sont tellement graves qu'ils ont augmenté leurs subventions de 25 p. 100 pour les recherches sur le cancer seulement, alors que nous les réduisons. Environ 50 p. 100 de l'ensemble des décès au Canada sont dus à des maladies cardio-vasculaires et environ 80,000 personnes en meurent chaque année.

Nous ne pouvons pas nous permettre cette réduction de fonds. Les Américains ont accru leurs dépenses pour les recherches sur les causes des maladies cardio-vasculaires de près d'un demi-million de dollars. Ils trouvent ce qui tue leurs citoyens. Les maladies cardio-vasculaires, les lipides, ont tous été étudiés dès l'enfance. On découvre un taux élevé de cholestérol chez les enfants. Il faut faire plus de recherches, mais pour chaque dollar consacré à la

Ajournement

recherche, il faut trouver une mesure de prévention dans le traitement de la maladie. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a trouvé la meilleure façon de pratiquer une économie de bouts de chandelles. Elle se traduira peut-être par un plus grand nombre de décès et de maladies qu'on aurait pu prévenir.

Je demanderai au ministre de réexaminer la question. Son ministère est celui qui dépense le plus. Ses dépenses se sont chiffrées à des millions de dollars l'an dernier. Je lui demande de revenir aux éléments fondamentaux de la prévention de la maladie et d'augmenter les fonds d'au moins 15 p. 100. Une vie canadienne mérite certes autant de protection qu'une vie américaine et cette année, les Américains dépensent 15 p. 100 de plus.

M. Norman A. Cafik (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, il y a environ une semaine, le comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales, qui étudiait le budget, a entendu le docteur Malcolm Brown, président du Conseil de la recherche médicale. Tous les partis étaient là pour participer à la discussion du budget du Conseil. Tous ceux qui étaient présents admettront sans aucun doute que le docteur Brown a expliqué de façon très claire la situation en ce qui concerne le Conseil de la recherche médicale, son travail et son budget. A mon avis, le président du Conseil n'a pas fait la moindre allusion au fait qu'il n'était pas suffisamment financé pour réaliser le genre de travail que l'on attend de lui en matière de recherche pour le bénéfice de la population de notre pays.

Je pense que je devrais souligner un ou deux autres points, si vous le permettez, monsieur l'Orateur. Les fonds consacrés à la recherche médicale ne sont pas entièrement dépensés par le Conseil de la recherche médicale. Le budget total accordé à la recherche médicale par le gouvernement fédéral uniquement est supérieur à 100 millions de dollars par an, tandis que le budget du Conseil de la recherche médicale est à peine supérieur à 41 millions de dollars. Beaucoup d'autres travaux de recherche sont effectués en plus de ceux du Conseil de la recherche médicale. Le second point sur lequel j'aimerais insister c'est que le docteur Brown a indiqué que notre participation, en tant que Canadiens, au développement des connaissances médicales dans le monde était sans aucun doute très généreuse, compte tenu de notre population et de notre budget. En fait, notre contribution à l'accumulation mondiale de connaissances médicales est d'environ 5 p. 100 par an.

Je suis certain que les découvertes passées dont a parlé le député de Simcoe-Nord (M. Rynard) ne peuvent pas toujours être directement attribuables à des dépenses fédérales effectuées dans des cas précis. Parfois, les découvertes n'ont aucun rapport avec les fonds dépensés. Les gouvernements ne sont pas les seuls à fournir des fonds. Des organismes privés y contribuent également, et je pense qu'il y aurait lieu de les encourager.

Le député a laissé entendre qu'on ne consacre pas suffisamment de fonds à la recherche sur le cancer. J'aimerais lui signaler que le gouvernement fédéral lui-même n'a absolument aucun pouvoir pour déterminer le genre de projets que finance le Conseil de la recherche médicale. Celui-ci est le seul responsable de la décision prise en fonction des priorités établies par cet organisme autonome. Je pense que le docteur Brown a très bien expliqué cette question au comité.

(La motion est adoptée et la séance est levée à 10 h 20.)